

ETUDE DE CAS : LES ENJEUX DU VIEILLISSEMENT AU JAPON

CAPACITES TRAVAILLEES :

- Prélever, hiérarchiser et confronter des informations dans un corpus documentaire
- Mener à bien une recherche en groupe, réaliser une production collective
- Réaliser des cartes (carte mentale)

CONDITIONS DE TRAVAIL :

- 2 heures
- Travail en binôme

QUESTIONS

A. Décrire et analyser

1. Décrivez l'évolution de la population japonaise. Quels sont les facteurs démographiques à l'origine de cette évolution ? (doc. 1 et 2)
2. Expliquez pourquoi cette évolution constitue un frein au développement économique du Japon. (doc. 3)
3. Montrez que ce document permet de nuancer les observations précédentes. (doc. 4)
4. Quelles réponses le Japon apporte-t-il au défi du vieillissement ? (doc. 5 à 7)

B. Organiser l'information

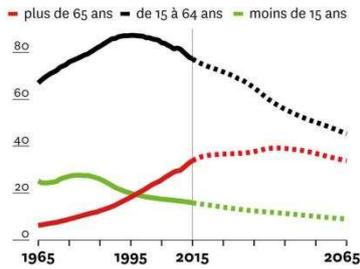
7. Réalisez une carte mentale sur les enjeux du vieillissement au Japon.

Conseil : aidez-vous de la grille d'autoévaluation pour bien cibler vos objectifs !

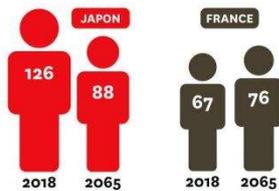
DOCUMENT 1 : L'évolution de la population japonaise

Objectif 100 millions

Évolution de la population japonaise, par tranche d'âge (en millions)



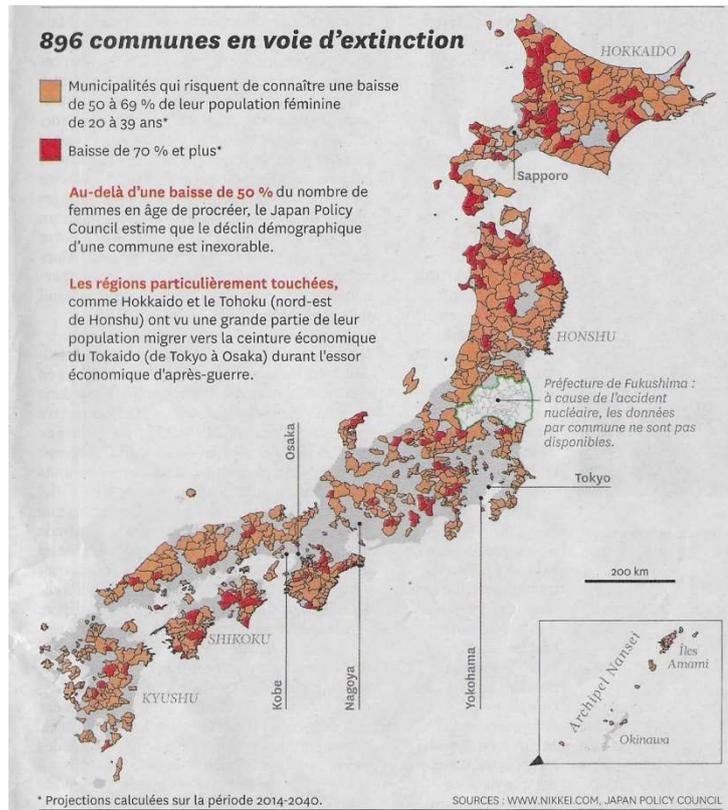
Population totale (en millions)



Selon les projections, le Japon ne comptera plus que 88 millions d'habitants en 2065. Le gouvernement espère, lui, que la population restera supérieure à 100 millions. Pour cela, il faut relever le taux de fécondité, qui est actuellement de 1,44 par femme, à 2,07 d'ici à 2030. Les dépenses publiques consacrées à la politique familiale représentent seulement 1 % du PIB japonais aujourd'hui, contre 3 % en France et en Suède. 77 milliards d'euros seraient nécessaires pour ramener cette part à 3 %, d'après le *Nihon Keizai Shimbun*.

SOURCES : NATIONAL INSTITUTE OF POPULATION AND SOCIAL SECURITY RESEARCH IN JAPAN, INSEE

DOCUMENT 2 : Cartographie du déclin démographique



DOCUMENT 3 : Les inquiétudes de la société japonaise

La première conséquence de cette évolution est le vieillissement accéléré de la population. Les plus de 65 ans représentent 27,2% de la population. En 2065, ils seront 40%. Ce qui a un coût : les dépenses de la Sécurité sociale représentaient 32,5% du budget de l'exercice 2017 clos fin mars, contre 17,6% de celui de 2000. Et la question du paiement des retraites est soulevée, puisque la population active devrait passer à 3,8 millions de personnes en 2030, contre 65,8 millions en 2013. Se pose aussi le problème de la prise en charge des personnes âgées. Yukio Noguchi, économiste de l'université de Waseda, estime que le secteur des services aux seniors et des soins médicaux pourrait mobiliser un quart de la population active dans les années 2050.

SOURCE : Philippe Mesmer, "Le Japon confronté à un rude déclin démographique", article paru dans *Le Monde*, 10 janvier 2018.

DOCUMENT 4 : Vivre mieux moins nombreux ?

En cette fin de l'ère Heisei, qui a débuté à la mort de Hirohito en 1989 et qui s'achèvera en avril 2019 par l'abdication de l'empereur Akihito, nombre d'ouvrages reviennent sur ce qu'a été le Japon ces trente dernières années. La dette colossale (240% du PIB), l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011 et la stagnation économique sont autant d'éléments qui s'ajoutent à la crise démographique, une bombe à retardement que le Premier ministre Abe qualifie de "crise nationale". Un sentiment de perte habite le Japon ; pourtant, aucune voie de sortie n'a été annoncée. "A l'échelle planétaire, la population humaine ne cesse de croître. Ce n'est pas une si mauvaise chose que la population japonaise diminue", écrivait déjà le philosophe Tatsuru Uchida en 2010. "Nous sommes 127 millions sur notre territoire de 378 000 km², dont 180 000 km² sont habités. En 2050, 62% du territoire national sera inhabité. Être moins nombreux et avoir une meilleure qualité de vie serait la seule alternative positive [...] Ce qu'il faut protéger, ce n'est pas notre argent mais nos monts et rivières" écrit Uchida dans son dernier ouvrage, *Localism Sengen*, dans lequel il préconise l'abandon de la croissance à tout prix en faveur d'une économie et d'une démographie stabilisées.

SOURCE : Le jour où le Japon disparaîtra, *Courrier International* n°1430, 29 mars au 4 avril 2018

DOCUMENT 5 : L'ouverture du marché du travail aux femmes et aux seniors

Le gouvernement a-t-il pris la mesure du problème ? Pas sûr. Il y a trois ans, après le renouvellement de son mandat à la tête du Parti libéral démocrate, le Premier ministre, Shinzo Abe, avait promis de construire une société permettant "à chacun des 100 millions de citoyens de jouer un rôle actif". Il avait notamment affirmé qu'il agirait pour doper le taux de fécondité et favoriser l'emploi des femmes. Malgré les promesses, peu a été fait. Le Bureau pour l'égalité des sexes, structure rattachée au gouvernement japonais, a beau affirmer que le pays dispose d'un "réservoir" de 2,62 millions de femmes qui ne demandent qu'à travailler, la plupart ne trouveront que des postes subalternes, souvent à temps partiel. Seules 13,2% des Japonaises actives occupent des postes à responsabilités dans les entreprises et les administrations. La contribution des femmes à "l'effort économique" demeure donc faible, d'autant qu'une part importante d'entre elles cessent leur activité après la naissance du premier enfant. Considérées comme "non productives" par leurs employeurs, elles sont poussées vers la sortie. Ce phénomène porte un nom : le *matahara* ("harcèlement maternel"). Bien qu'en baisse, il concernerait encore 1 maman sur 3. (...)

Si les femmes ne peuvent enrayer le déclin démographique, les seniors y parviendront-ils ? 1 retraité sur 3 travaille au Japon, et cette proportion ne cesse de croître. Les raisons ? D'abord un système de redistribution très spécifique. Un salarié qui part à la retraite ne touchera en effet sa première pension qu'au bout de cinq ans. "Pour vivre, il faut continuer à travailler jusqu'à 65 ans, explique Hamaguchi Keiichiro, directeur de l'Institut du Japon pour la politique du travail et la formation". (...) "Certains seniors travaillent parce qu'ils n'ont pas le choix, d'autres parce qu'ils n'ont pas envie de rester chez eux, observe Robert Dujarric, directeur de l'Institut d'études asiatiques contemporaines de l'université Temple, à Tokyo. Ici, quand on cesse de travailler, on sort de la société." Les entreprises rechignent pourtant à employer cette main d'œuvre au rabais.

SOURCE : Charles Haquet, Philippe Mesmer, "Spécial Japon : plus âgés, moins nombreux", article paru dans *L'Express*, n° 3523, 9 au 15 janvier 2019

DOCUMENT 6 : Des robots...



Le robot humanoïde ChihiraAico, réceptionniste à l'entrée du grand magasin tokyôite Mitsukoshi
SOURCE : *The Asahi Shimbun* - Getty

DOCUMENT 7 : ...plutôt que des migrants

Résultat : le Japon manque de bras. Au moins 300 000 travailleurs dans les services à la personne et 200 000 pour les chantiers des jeux Olympiques de 2020. Mais l'immigration reste un sujet quasi tabou, dans un pays où le mythe de la nation qui tire sa force de sa "pureté ethnique" reste ultradominant. Seuls les étrangers d'ascendance japonaise peuvent librement y venir travailler.

Les autorités rêvent de n'admettre que les travailleurs dont le pays a besoin, en nombre et en qualité, en les sélectionnant au départ, sans leur famille et pour une durée limitée. Sous couvert d'aide au développement, les entreprises de certains secteurs peuvent "former des stagiaires" venus d'Asie, pour trois ans au plus. Beaucoup se retrouvent abonnés aux travaux sous-qualifiés, pénibles et très mal-payés. Ceux qui protestent sont renvoyés chez eux au bout d'un an. De 90 000 par an, le nombre de ces "stagiaires" devrait être doublé en 2017. Pour les postes qualifiés, Tokyo cherche à négocier au coup par coup des contrats avec certains pays (les Philippines pour 6000 infirmières en 2007, l'Inde pour des informaticiens, etc.). Mais la faiblesse des rémunérations offertes et la faible durée de séjour rendent ces contrats peu attractifs.

SOURCE : Jean-Marie BOUISSOU, "Japon : des robots plutôt que des immigrants", article paru dans *Alternatives économiques*, HS n°110, janvier 2017.